

ANNEXE IRÉSUMÉ

Programme d'action annuel pour 2008 pour le programme thématique «Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement»

1. IDENTIFICATION

Lignes budgétaires	21.03.01 – Acteurs non étatiques dans le développement 21.03.02 – Autorités locales dans le développement
Coût total	Contribution CE: 180.145.000 EUR (LB 21.03.01) 31.736.000 EUR (LB 21.03.02) TOTAL 211.881.000 EUR
Base juridique	Règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD) (JO L 378 du 27.12.2006, pp. 41-71), et plus spécifiquement son article 14.

2. CONTEXTE THEMATIQUE

La CE entretient depuis longtemps des relations avec les organisations non gouvernementales et d'autres organisations de la société civile, ainsi qu'avec les autorités locales et décentralisées, dans le domaine du développement. En 1976, une première ligne budgétaire ciblant spécifiquement les organisations non gouvernementales (ONG) a été créée, et depuis 1992, une ligne budgétaire intitulée «Coopération décentralisée» a été ajoutée en tant qu'autre canal privilégié de coopération avec les acteurs non étatiques et les autorités décentralisées dans le domaine du développement.

Le nouveau programme thématique intitulé «Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement», qui succède aux anciennes lignes budgétaires «Cofinancement des ONG» et «Coopération décentralisée», vise à soutenir les initiatives à petite échelle proposées et/ou mises en œuvre par les organisations de la société civile et les autorités locales originaires de la Communauté et des pays partenaires dans le domaine du développement. Ce programme thématique reconnaît le rôle très important que les acteurs non étatiques et les autorités locales devraient jouer dans toute politique et stratégie de développement national. Ses objectifs principaux sont conformes à la communication de la Commission sur le programme thématique «Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le

développement»¹, adopté dans le cadre des perspectives financières pour la période 2007-2013.

Les trois objectifs principaux du programme sont les suivants:

1) soutenir les actions de développement à mettre en œuvre par les acteurs non étatiques ou les autorités locales en étroite collaboration avec les communautés locales et les groupes de population les plus vulnérables, en vue de promouvoir la mise en place d'une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie, et plus spécifiquement d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux, d'accroître leur participation aux processus d'élaboration des politiques, de renforcer les capacités des organisations de la société civile et les autorités locales dans les pays partenaires afin de participer aux stratégies de réduction de la pauvreté et de développement durable, de faciliter les interactions entre les acteurs étatiques et non étatiques dans différents contextes et de soutenir le renforcement du rôle des autorités locales dans les processus de décentralisation. Ces actions doivent être menées dans les pays partenaires et consister en des activités de développement local à petite échelle, couvrant de nombreux secteurs et thèmes, notamment le développement économique, la santé, l'éducation, le renforcement des capacités et le soutien institutionnel ou le développement rural. Leur objectif général doit être le renforcement de la société civile dans les pays partenaires comme condition préalable à une société plus équitable, plus ouverte et plus démocratique;

2) soutenir les actions à petite échelle dans l'UE et les pays en voie d'adhésion en vue de sensibiliser le public aux questions de développement et de promouvoir l'éducation au développement; mobiliser un soutien plus large du public en vue d'agir contre la pauvreté et encourager des relations plus équitables entre les pays développés et en développement. Ces actions devraient être menées en Europe et consister principalement en des campagnes, des publications, des activités d'information, des conférences, des ateliers ou des séminaires, au cours desquels les thèmes relatifs au développement seraient discutés. Les groupes cibles ne sont pas seulement la population en général, mais aussi les décideurs politiques au niveau national et international;

3) soutenir les actions visant à assurer une coopération plus efficace, à stimuler les synergies et à faciliter un dialogue structuré dans le domaine du développement entre les réseaux de la société civile et les associations locales de l'UE et des pays en voie d'adhésion, au niveau de leurs organisations et avec les institutions de la Communauté. Ces actions devraient être menées en Europe et consister principalement en des séminaires, ateliers, formations, conférences et autres activités de renforcement des capacités et de mise en réseau ciblant les organisations susmentionnées.

Le 21 juin 2007, la Commission a adopté la stratégie pluriannuelle du programme pour la période 2007-2010.

Le programme d'action annuel 2008 présenté ci-dessous respecte les priorités établies dans ce document de stratégie pluriannuel et prend en compte les commentaires des États membres et du Parlement européen relatifs à cette stratégie.

¹ COM(2006)19 du 25.1.2006

3. RESUME DU PROGRAMME D'ACTION²

A. Concernant les interventions au titre de l'**objectif 1** «Actions visant à la mise en place d'une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie dans les pays partenaires», la stratégie fixe deux lignes d'actions distinctes.

(i) Soutien aux interventions nationales (actions menées dans un seul pays partenaire)

Au titre de cette composante, afin de garantir le respect par le programme thématique des principes de subsidiarité et de complémentarité décrits à l'article 11 du règlement sur l'ICD, priorité est accordée aux interventions dans les pays où: *a)* la situation nationale n'est pas propice à garantir une implication des acteurs non étatiques et des autorités locales dans le processus de développement, comme par exemple les partenariats difficiles³, les situations instables, les conflits, la mauvaise gouvernance, etc.; *b)* les besoins spécifiques d'une partie de la population ne sont pas pris en compte dans la stratégie de développement du pays partenaire et certains groupes de population ne peuvent accéder aux principaux services et ressources et sont exclus du processus d'élaboration des politiques.

Au total, 78 pays ciblés dans lesquels ce type de soutien est réputé nécessaire et réalisable au vu d'au moins un des critères susmentionnés ont été identifiés. Il a également été tenu compte des priorités proposées pour chaque pays, des actions et bénéficiaires ciblés et de leur valeur ajoutée par rapport aux programmes géographiques et thématiques, et en particulier du soutien apporté aux activités des acteurs non étatiques et aux autorités locales via les autres programmes thématiques et géographiques, ainsi que des modalités d'exécution. La liste des pays et les allocations respectives par pays au titre du budget 2008 sont communiquées dans la fiche d'action 1.

Comme prévu dans le document de stratégie pluriannuel, le soutien à ces interventions nationales sera, de manière générale, géré directement par les délégations de la CE dans ces pays ciblés.

Les modalités d'exécution respecteront la procédure habituelle des appels de propositions. Chaque Délégations publiera son appel de propositions local, qui définira les priorités nationales et les candidats éligibles; ceux-ci seront soit des acteurs non étatiques, soit des autorités locales, soit les deux. Si deux types d'acteurs sont éligibles, une enveloppe financière spécifique sera prévue pour chacun. Tous ces appels de propositions seront publiés sur le site web d'EuropeAid.

Exceptionnellement, pour les pays ciblés dans lesquels il n'est pas possible de publier un appel de propositions au niveau local, des fonds destinés à des interventions au sein du pays peuvent être alloués par le biais d'appels de propositions lancés et gérés par l'administration centrale de la CE à Bruxelles. Dans ce cas, chaque appel de propositions mentionnera clairement l'enveloppe financière de chacun de ces pays ciblés.

² Voir aussi les fiches-action annexées à ce programme

³ Les contextes de partenariat difficile sont définis comme ceux dans lesquels, pour l'une des raisons suivantes, les instruments de coopération habituels ne peuvent être pleinement utilisés pour soutenir les initiatives entreprises par des acteurs autres que les gouvernements centraux: (1) les pays dans lesquels la coopération a été suspendue, (2) les pays dans lesquels les autorités ne se sont pas engagées à respecter des objectifs de réduction de la pauvreté et d'autres principes de base de la politique de développement, notamment la bonne gouvernance et la participation de la société civile et des autorités décentralisées, (3) les pays dans lesquels le dialogue sur les approches participatives en matière de développement est très limité.

Les actions à financer par cette composante du programme auront, comme objectif premier, le renforcement de la société civile et des autorités locales dans les pays partenaires comme pré-condition pour une société plus équitable, ouverte et démocratique. Ces actions peuvent, en principe, couvrir des nombreuses activités dans des domaines comme le renforcement des capacités et le soutien institutionnel, le plaidoyer, la recherche, la sensibilisation, le "monitoring" et les services à la population (notamment le développement économique, la santé, l'éducation, ou le développement rural et urbain).

Le montant total indicatif 2008 pour cette composante du programme thématique s'élève à 135 000 000 euros, financés par les lignes budgétaires 21 03 01 «Acteurs non étatiques dans le développement» et 21 03 02 «Autorités locales dans le développement», à hauteur, respectivement, de 120.730.000 euros et de 14 270.000 euros.

(ii) Soutien aux interventions globales et multinationales, géré par le siège de la CE

Conformément au document de stratégie pluriannuel, une partie des ressources financières du programme sera consacrée au soutien des interventions globales et multinationales qui, par leur nature même, sont menées à bien de manière plus efficace par le biais de ce programme thématique que par le biais de programmes géographiques.

La priorité sera accordée aux actions globales et multinationales fondées sur une approche à plusieurs acteurs et couvrant des activités visant à: i) améliorer la capacité des acteurs non étatiques et des autorités locales des pays partenaires à s'engager dans des processus locaux, nationaux et internationaux de prise de décision; ii) améliorer les relations internationales et les réseaux entre les acteurs non étatiques et les autorités locales de la Communauté européenne et des pays partenaires; iii) assurer la fourniture de services innovants et de services dans des environnements difficiles/inaccessibles; (iv) renforcer les partenariats stratégiques, les réseaux et la coopération entre les acteurs non étatiques et les autorités locales des pays partenaires; v) faciliter l'interaction entre les acteurs étatiques et non étatiques dans différents contextes et prôner un renforcement du rôle des autorités locales dans les processus de décentralisation.

Les actions soutenues au titre de cette composante du programme doivent être menées dans au moins 2 pays partenaires éligibles à ce programme, conformément au règlement ICD, notamment les pays définis comme ciblés au titre de la première composante de l'objectif 1.

Priorité sera accordée aux actions qui ciblent les Pays les Moins Avancés, plus particulièrement ceux qui ne sont pas inclus dans la liste des pays ciblés pour les interventions nationales (voir Fiche d'Action 1).

Les modalités d'exécution de ces interventions respecteront la procédure habituelle en matière d'appels de propositions. En principe, 2 appels de propositions séparés, ouvert respectivement exclusivement aux acteurs non étatiques et aux autorités locales, seront publiés par l'administration centrale de la CE (AIDCO) à Bruxelles. Ces appels de propositions permettront de mieux définir des objectifs et priorités spécifiques à chacun des types d'acteurs éligibles.

Le montant total indicatif 2007 pour cette composante du programme thématique s'élève à 44.731.000 euros, financés par les lignes budgétaires 21 03 01 «Acteurs non étatiques dans le développement» et 21 03 02 «Autorités locales dans le développement», à hauteur, respectivement, de 31.890.900 euros et de 12.841.000 euros.

En ce qui concerne plus particulièrement les autorités locales, la Commission s'efforcera de diffuser de l'information sur le programme, afin de valoriser leur rôle en tant qu'acteurs de développement et d'accroître leur participation dans le programme. Les autorités locales partagent des valeurs, des principes et des modalités de mise en œuvre spécifiques. Elles peuvent aussi offrir une expérience et des capacités particulières par rapport aux acteurs non étatiques, notamment dans des secteurs comme la gestion de l'eau et des déchets, la planification urbaine et la gestion du territoire, la santé et l'éducation, etc. Les autorités locales ont par ailleurs accès à des sources de financement différentes, qui devraient être prises en considération lors de la définition plus détaillée des règles de cofinancement pour chaque type d'acteur éligible. Dans ce contexte, de meilleures synergies entre autorités locales et acteurs non étatiques seront recherchées, lors de la mise en œuvre de ce PAA, en vue d'explorer tout le potentiel présent dans une approche multi-acteurs.

Activités de micro-financement

Dans le cas spécifique des actions relatives au soutien au microfinancement (notamment les microcrédits) au titre de l'objectif 1 (fiches d'action 1 et 2), des conditions supplémentaires seront appliquées afin d'assurer une mise en œuvre plus professionnelle et durable des interventions de micro-financement.

B. Concernant les interventions au titre de l'**objectif 2** «Actions visant à sensibiliser le public aux questions de développement et à promouvoir l'éducation au développement dans l'UE et dans les pays en voie d'adhésion», la priorité sera accordée aux actions couvrant les thèmes suivants: i) soutien public à l'agenda des OMD, en insistant particulièrement sur l'Afrique subsaharienne; ii) cohérence en matière de développement, en tenant particulièrement compte des domaines d'intérêt public présentant des objectifs communs tels que la migration, le commerce, la sécurité, les droits de l'homme, la dimension sociale de la mondialisation, les conditions de travail décentes, l'environnement et le VIH/Sida en relation avec le développement; iii) médias et développement.

Ces activités seront soutenues par le biais de canaux formels et informels visant à promouvoir l'éducation au développement. Un pourcentage de 20% des fonds disponibles pour cet objectif du programme sera alloué de préférence à des actions de sensibilisation/éducation au développement dans les douze nouveaux Etats Membres proposées par des organisations originaires de ces pays.

Les modalités d'exécution pour ces interventions respecteront la procédure habituelle en matière d'appels de propositions. Un appel de propositions unique, ouvert aux acteurs non étatiques comme aux autorités locales, sera publié par l'administration centrale de la CE (AIDCO) à Bruxelles. Dans cet appel de propositions, une enveloppe financière spécifique sera prévue respectivement pour les acteurs non étatiques et les autorités locales. Si possible, un appel de propositions conjoint sera publié pour ces activités d'éducation au développement (objectif 2) et les activités de coordination, de mise en réseau et de coopération (objectif 3).

Le montant total indicatif 2008 pour les actions au titre de l'objectif 2 s'élève à 29 millions d'euros, financés par les lignes budgétaires 21 03 01 «Acteurs non étatiques dans le développement» et 21 03 02 «Autorités locales dans le développement», à hauteur, respectivement, de 25 millions d'euros et de 4 millions d'euros.

C. Concernant les interventions au titre de l'**objectif 3** «Actions visant à assurer une coopération plus efficace, à stimuler les synergies et à faciliter un dialogue structuré entre les réseaux de la société civile et les associations locales de l'UE et des pays en voie d'adhésion», conformément à la stratégie pluriannuelle 2007-2010, l'accent portera sur: i) les réseaux d'informations et l'échange des meilleures pratiques au sein et entre leurs organisations; ii) le dialogue et l'échange des meilleures pratiques entre différents types d'acteurs, notamment les acteurs non étatiques et les autorités locales; iii) l'interaction entre ces organisations ou réseaux et les institutions européennes.

Les modalités d'exécution pour ces interventions respecteront la procédure habituelle en matière d'appels de propositions. Un appel de propositions unique, ouvert aux acteurs non étatiques comme aux autorités locales, sera publié par l'administration centrale de la CE (AIDCO) à Bruxelles. Dans cet appel de propositions, une enveloppe financière spécifique sera prévue respectivement pour les acteurs non étatiques et les autorités locales. Si possible, un appel de propositions conjoint sera publié pour ces activités de coordination, de mise en réseau et de coopération (objectif 3) et les activités d'éducation au développement (objectif 2).

Pour de plus amples informations concernant les critères d'éligibilité et les règles de cofinancement, veuillez vous référer à la fiche d'action 4 (annexe V de la décision de financement).

Le montant total indicatif 2008 pour l'objectif 3 du programme thématique s'élève à 2,8 millions d'euros, financés par les lignes budgétaires 21 03 01 «Acteurs non étatiques dans le développement» et 21 03 02 «Autorités locales dans le développement», à hauteur, respectivement, de 2,2 millions d'euros et de 0,6 million d'euros.

D. Exceptionnellement, quelques subventions visant des activités correspondant aux objectifs 2 et 3 du programme seront attribuées à des actions identifiées et sélectionnées en dehors des appels de propositions. Ces subventions seront allouées à 3 actions, pour un montant total de 1,3 millions d'euros, proposées par des plateformes d'ONG et qui sont incluses dans ce PAA pour information étant donné qu'elles feront l'objet d'une décision de financement séparée, ainsi qu'à un "trust fund", s'élevant à 0,9 millions d'euros, qui sera géré par le Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe.

Le soutien communautaire aux actions susmentionnées s'effectue, en règle générale, sous la forme de dons en faveur de projets. Sans préjudice des dispositions de l'article 169 du règlement financier, ces dons consisteront généralement en une contribution ne couvrant qu'une partie du budget du projet.

Les règles de base en matière d'éligibilité sont définies aux articles 14 et 24 du règlement ICD. Les critères d'éligibilité plus spécifiques pour chacun des objectifs du programme sont décrits en détails dans les fiches d'action respectives. Par ailleurs, d'autres critères d'éligibilité pertinents et plus spécifiques seront clairement mentionnés dans tout appel de propositions ou toute procédure de passation de marché.

La mise en œuvre de ce programme thématique en 2008 est proposée en se fondant sur l'hypothèse selon laquelle les appels de propositions respectifs susciteront assez de bonnes

propositions pour combiner deux années budgétaires et, donc, pourront combiner simultanément les fonds de 2008 et 2009.

En autorisant l'utilisation combinée de 2 années budgétaires, la CE vise à réduire le nombre de propositions valables qui, chaque année, sont rejetées par manque de fonds, partant du principe qu'environ seule la moitié des propositions méritant d'être soutenues dans le cadre d'un appel peut recevoir un cofinancement de la CE. Ce taux de rejet représente une perte significative de ressources pour les candidats, en particulier les petites organisations qui investissent leurs peu de moyens dans la préparation et la soumissions de bonnes propositions. La combinaison de 2 années budgétaires en un seul appel réduira en conséquence le taux de frustration parmi les partenaires et, par la même occasion, augmentera la prédictibilité des actions communautaires. Un tel système, qui est déjà pratique courante dans d'autres programmes/ lignes budgétaires, permettra une augmentation de la rentabilité d'un processus de sélection dont l'investissement en temps et argent est élevé.

En outre, l'application de ce processus permettrait à la CE et aux autres intervenants de dédier plus de temps au dialogue, à la consultation et à l'échange d'informations et de bonnes pratiques, formations, évaluations et études d'impact. Le dialogue avec les acteurs non étatiques et les autorités locales, ainsi que la coordination avec les Etats membres et les autres bailleurs de fonds, qui se sont déjà améliorés substantiellement au cours des derniers mois, pourront continuer à améliorer la qualité de la coopération entre les parties prenantes du programmes et permettre la discussion et la prise de décision relative à des matières plus stratégiques; ceci devrait rendre possible l'utilisation optimale du potentiel du programme et de ses différents acteurs éligibles

Il est important de préciser que cette possibilité (et non obligation) de combiner 2 années budgétaires, tout en permettant les améliorations indispensables proposées ci-dessus, n'affectera ni ne diminuera la qualité du processus de consultation avec les parties prenantes, et en particulier les Etats membres via le Comité de gestion responsable. Cette possibilité de combinaison n'affecte pas non plus les prérogatives et la responsabilité du Comité de gestion en ce qui concerne la discussion sur le PAA, en particulier celui de 2009, ainsi que sur toute autre action mise en œuvre dans le cadre de ce programme, y inclus l'attribution des subventions ciblées, non incluse dans le PAA.

Les enveloppes indicatives proposées pour chacune des actions du programme à financer sur le budget 2008 sont reprises dans les fiches d'action annexées à ce PAA. En outre, dépendant de l'approbation du budget final 2009 par l'Autorité budgétaire et confirmation dans le PAA 2009 de la possibilité de combiner 2 années budgétaires en un seul appel, chaque fiche d'action prévoyant la publication d'appels de propositions propose l'enveloppe indicative qui pourrait être allouée à chacun des objectifs/composants du programme pour le budget 2009.

La publication de tous les appels mentionnés ci-dessus est prévue pour vers la fin 2008, janvier 2009.

Intégration

Dans la mesure du possible, l'intégration dans les projets des droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes, des droits de l'enfant et de la personne âgée, des droits des personnes handicapées, de l'environnement et du changement climatique, ainsi que de la lutte contre le VIH/Sida, sera assurée, dans le cadre de l'ensemble des objectifs. Tous les projets devront montrer, le cas échéant, la manière dont ces questions sont prises en compte dans la

conception, la mise en œuvre et le contrôle de leurs activités. Les principes tels que l'appropriation, la participation, la non discrimination des groupes vulnérables et la responsabilité seront adéquatement pris en considération.

Résultats escomptés

Vu la nature de ce programme, qui englobe toute une série d'activités et de secteurs, les résultats à attendre de ces interventions sont très divers. Toutefois, on peut citer en exemple de résultats escomptés le renforcement accru des capacités des acteurs non étatiques et des autorités locales de manière à contribuer aux stratégies de réduction de la pauvreté et de développement durable; la volonté des gouvernements d'intégrer des dispositions de soutien institutionnel et de renforcement des capacités dans les structures de développement local; l'augmentation des échanges internationaux; des activités de renforcement de la confiance, de mise en réseau et de coordination entre les acteurs non étatiques et les autorités locales (Nord-Sud ou Sud-Sud); la sensibilisation accrue du public aux interdépendances globales entre l'UE et les pays en développement; l'appui aux actions de lutte contre la pauvreté et de renforcement des relations Nord-Sud, par le biais d'une meilleure intégration des questions de développement dans les systèmes éducatifs formels et informels des États membres et des pays en voie d'adhésion, ou par le renforcement des réseaux et plates-formes d'acteurs non étatiques et d'autorités locales en Europe et dans les pays en voie d'adhésion.

4. ASSISTANCE DE LA CE REÇUE DANS LE PASSE ET ENSEIGNEMENTS TIRES

Selon la dernière évaluation de l'ancien programme thématique «Cofinancement des ONG», qui remonte à 2000, en général, les actions soutenues par cet instrument sont parvenues à atteindre les résultats prévus et leurs objectifs immédiats. Leur taux de réussite, en termes de résultats immédiats, était plus élevé que pour la plupart des autres instruments de coopération, ce qui semble confirmer l'avantage de travailler avec les organisations de la société civile et prouver leur valeur ajoutée s'agissant des actions ciblant directement les groupes les plus vulnérables. Toutefois, l'évaluation a également souligné que le programme manquait d'orientation stratégique et nécessitait un meilleur ciblage des pays les plus pauvres, ainsi qu'une définition des priorités thématiques. Tout en reconnaissant le droit d'initiative des organisations de la société civile leur permettant de proposer des actions à financer au titre du programme, l'évaluation a recommandé que la ligne budgétaire fournisse une indication claire des pays et régions prioritaires dans lesquels le programme pourrait apporter une valeur ajoutée, ainsi que des priorités thématiques et des types d'activités à soutenir. Par ailleurs, l'évaluation a également recommandé de travailler directement avec les organisations des pays bénéficiaires. Il s'agit du meilleur moyen de renforcer les capacités de ces organisations et de la société civile des pays bénéficiaires en général. Cette nécessité a également été confirmée par la majorité des parties prenantes.

En outre, à la suite des recommandations des évaluations précédentes, l'ancienne ligne budgétaire de coopération décentralisée ciblait depuis 2004 un groupe plus restreint de pays et thèmes prioritaires et avait pour vocation de travailler plus étroitement avec les organisations locales. Depuis lors, sa gestion a donc été «déconcentrée» vers les délégations respectives de la CE, avec des résultats très encourageants selon la dernière évaluation conclue en juillet 2006.

Le nouveau programme thématique «Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement» repose sur l'expérience des recommandations de ces deux anciennes lignes

figurant dans la dernière évaluation. Il vise à améliorer l'orientation géographique et thématique et à renforcer la complémentarité et la subsidiarité avec les autres instruments de coopération de la CE. La nécessité de renforcer l'appropriation locale en améliorant l'accès à cet instrument des acteurs non étatiques et des autorités locales des pays et régions ciblés par le programme a entraîné une augmentation des interventions nationales spécifiques gérées au niveau local. Cette évolution se fonde non seulement sur l'expérience de l'ancienne ligne budgétaire «Coopération décentralisée», mais aussi sur celle des programmes de soutien nationaux de l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). En outre, cette approche plus stratégique et ciblée correspond au principe de mise en œuvre des différents instruments de coopération aussi près que possible des bénéficiaires, qui a conduit à la déconcentration des programmes thématiques en 2004.

Le programme d'action proposé pour 2008 se base aussi sur l'expérience acquise dans la mise en œuvre du PAA 2007, actuellement en cours. Au niveau des Délégations, les données disponibles confirment que la "déconcentration" d'une part substantielle du programme est le meilleur moyen de s'adapter aux besoins spécifiques et aux conditions de chaque pays, tout en permettant à la CE de travailler de manière plus proche avec ses partenaires et bénéficiaires. Bien que 2007 ait la première année de mise en œuvre d'une opération d'une telle échelle sous ce programme, toutes les Délégations CE ont été en mesure de publier leurs appels respectifs; en conséquence, les perspectives de sélection et de contractualisation des propositions retenues d'ici fin 2008 sont bonnes.

La publication d'appels de propositions locaux s'avère aussi un excellent moyen de rencontrer les organisations locales et internationales actives dans le pays et d'échanger avec elles informations et bonnes pratiques, et de les former; ceci permet de renforcer leurs capacités et améliore les connaissances des Délégations en matière de réalités locales. A la fin de l'année 2008, la CE pourra transmettre des informations plus précises sur cette expérience aux Etats membres et à toutes les parties prenantes.

Au niveau du siège, les appels de propositions publiés pour couvrir des interventions globales/régionales, des actions de sensibilisation et d'éducation au développement, ainsi que de coordination et de réseaux ont eu beaucoup de succès en terme de nombre de propositions soumises; par conséquent, les perspectives relatives à ces autres composants du programmes sont très bonnes.

Une évaluation générale des activités de sensibilisation/éducation au développement a été lancée en 2008. Cette évaluation devrait se conclure vers septembre/octobre 2008 et ses conclusions et recommandations seront prises en compte dans la revue intermédiaire du programme, prévue en 2009. Cette revue intermédiaire sera cruciale pour définir la stratégie pour la deuxième période (2011-2013) du programme.

5. ACTIONS COMPLEMENTAIRES

Les actions incluses dans le présent PAA complètent les différents instruments de coopération de la CE, tant géographiques que thématiques, et en particulier les actions à soutenir dans le cadre de l'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). D'autres programmes thématiques qui relèvent de l'instrument ICD offrent aussi d'innombrables opportunités pour l'implication des acteurs non étatiques et des autorités locales dans des activités de développement (Sécurité Alimentaire, Environnement et Ressources Naturelles, Migration et Asile et Investissement dans les Ressources Humaines, y

compris Santé, Education, Egalité des Genres, Culture, Emploi et Cohésion Sociale et Jeunesse et Enfants).

6. COORDINATION DES BAILLEURS DE FONDS

La coordination et la consultation régulière des États membres sont assurées par les différents canaux politiques et les commissions au niveau central, et par les délégations de la CE au niveau local.

Dans ce contexte, il faut mentionner le projet en cours intitulé DECIM (*Donor exchange, coordination & information mechanism* – Mécanisme d'échange, de coordination et d'information des bailleurs de fonds), financé au titre de l'ancienne ligne budgétaire «Cofinancement des ONG», dans lequel les États membres de l'UE sont étroitement impliqués et qui vise précisément à soutenir un mécanisme d'échange, de coordination et d'information des bailleurs de fonds afin d'accroître leur efficacité et de leur permettre d'atteindre leurs objectifs dans le domaine du développement de la société civile.

Comme expliqué préalablement, les appels de propositions publiés sous ce programme thématique génèrent toujours un nombre élevé de propositions de bonne qualité qui ne peuvent malheureusement pas être financées, à défaut de fonds suffisants; la CE va tenter, au travers d'une coopération améliorée avec les États membres et autres bailleurs, et là où c'est possible avec les nouveaux acteurs en développement, de trouver des arrangements de cofinancement qui pourraient permettre le financement de ces projets. Dans ce contexte, des contacts ont été établis avec les États membres pour explorer la possibilité d'utiliser les mécanismes de sélection communautaires en vue d'identifier des projets qui pourraient être financés par leurs programmes nationaux de développement. La CE propose de poursuivre ces contacts et les étendre aux fonds privés actifs dans le secteur de l'aide au développement.

7. COMMUNICATION ET VISIBILITE

Il est envisagé de renforcer la communication et la visibilité du programme thématique «Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement», notamment en mettant à jour le site web correspondant selon un nouveau modèle commun AIDCO, fournissant ainsi un outil de communication plus convivial, et en publiant des dépliants et brochures présentant ce nouveau programme thématique, qui seront distribués également aux délégations.

Il faudra continuer à veiller au respect des règles de visibilité et de communication dans chaque action soutenue par le biais de ce programme.

Au niveau local, les délégations de la CE seront également en mesure de consacrer jusqu'à 3 % de leur allocation opérationnelle nationale annuelle respective pour appuyer des mesures d'accompagnement de l'exécution des programmes nationaux de soutien, notamment des activités dans le domaine de la communication en bénéfice direct des organisations/partenaires. Ces activités ou dépenses ne se destinent pas, donc, à aider la délégation à gérer le programme, tels que de l'assistance technique pour l'évaluation des propositions ou suivi du programme.

8. COUT ET FINANCEMENT

Objectif 1 - Actions visant à la mise en place d'une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie dans les pays partenaires – soutien aux interventions nationales dans les pays partenaires ciblés - (fiche d'action 1)	LB 21.03.01	120.730.000 EUR
	LB 21.03.02	14.270.000 EUR
		135.000.000 EUR
TOTAL		
Objectif 1 - Actions visant à la mise en place d'une société mettant l'accent sur les principes d'intégration et d'autonomie dans les pays partenaires – soutien aux interventions globales/multinationales – dans les pays partenaires - (fiche d'action 2)	LB 21.03.01	31.315.000 EUR
	LB 21.03.02	12.866.000 EUR
		44.181.000 EUR
TOTAL		
Objectif 2 - Actions visant à sensibiliser le public aux questions de développement et à promouvoir l'éducation au développement dans l'UE et dans les pays en voie d'adhésion - (fiche d'action 3)	LB 21.03.01	25.000.000 EUR
	LB 21.03.02	4.000.000 EUR
		29 000 000 EUR
TOTAL		
Objectif 3 - Actions visant à assurer une coopération plus efficace, à stimuler les synergies et à faciliter un dialogue structuré entre les réseaux de la société civile et les associations locales de l'UE et des pays en voie d'adhésion - (fiche d'action 4)	LB 21.03.01	2.200.000 EUR
	LB 21.03.02	600.000 EUR
		2.800.000 EUR
TOTAL		
Objectifs 2 et 3 – Accord de gestion conjointe	LB 21.03.01	900.000 EUR
MONTANT TOTAL		211.881.000 EUR

Tout solde restant d'une action peut être réaffecté au budget d'une autre action, de préférence avec le même objectif stratégique.

Dans les limites du budget indicatif maximal alloué pour l'ensemble des actions spécifiques, les modifications cumulées n'excédant pas 20 % de la contribution maximale de la Communauté ne sont pas considérées comme substantielles pour autant qu'elles n'aient pas d'incidence significative sur la nature ni les objectifs du programme d'action annuel. Dans ce contexte, les transferts de fonds entre les lignes budgétaires 21.03.01 et 21.03.02 seront également autorisés. L'ordonnateur est autorisé à adopter ces modifications conformément aux principes de bonne gestion financière.

ANNEX II

ACTION FICHE 1 **NON-STATE ACTORS & LOCAL AUTHORITIES IN DEVELOPMENT**

OBJECTIVE 1 **IN-COUNTRY INTERVENTIONS**

1. IDENTIFICATION

Title	Promotion of an inclusive and empowered society in partner countries to facilitate non-state actor and local authority participation in poverty reduction and sustainable development strategies - Support to in-country interventions (actions taking place in a single partner country) .		
Total cost	EC contribution: € 120.730.000 (BL 21.03.01) € 14.270.000 (BL 21.03.02) TOTAL €135.000.000		
Method/Management mode	Project approach - Calls for Proposals managed by EC Delegations in third countries (or exceptionally by EC headquarters in Brussels) Total of 78 targeted countries – <i>Centralised (direct)</i>		
DAC-code, if applicable	15150	Sector	Strengthening of civil society

2. RATIONALE

This thematic programme aims at supporting initiatives proposed and/or carried out by civil society organisations and local authorities originating from the Community and partner countries in the area of development. **The programme's objective 1 is to support operations aiming at promoting an inclusive and empowered society in partner countries in order to (i) benefit populations out of reach of mainstream services and resources and excluded from policy making processes; (ii) strengthen the capacity of civil society organisations and local authorities in partner countries, with a view to facilitating their participation in defining and implementing poverty reduction and sustainable development strategies; and (iii) facilitate interaction between State and non-State actors in different contexts and support an increased role for local authorities in decentralisation processes.**

According to the thematic programme's multi-annual Strategy Paper 2007-2010 identifies, support to Objective 1 activities will be provided mainly through the implementation of in-country initiatives and projects.

This Action Fiche defines the implementation modalities of the Objective 1 in-country interventions managed by EC Delegations.

3. DESCRIPTION OF THE IMPLEMENTATION SCENARIOS

3.1. Basic acts and Financing sources

Regulation (EC) N° 1905/2006 of the European Parliament and of the Council establishing a financing instrument for development cooperation (DCI) (OJ L 378 of 27 December 2006, pp. 41-71), adopted on the 18 December 2006, and in particular its article 14.

This Action will be financed by budget lines 21 03 01 "Non State Actors in Development" and 21 03 02 "Local Authorities in Development", for an amount respectively of € 120.730.000 and € 14.270.000. Budget line 21 03 01 will finance actions submitted by non-state actors, while budget line 21 03 02 will finance actions submitted by local authorities.

3.2. Objectives of the programme, fields of intervention/priorities of the year, expected results

In line with the provisions of the DCI Regulation (in particular its article 11), the multi-annual Strategy Paper 2007-2010 foresees that in-country interventions to be supported under this component of the programme should be subsidiary to EC country strategy papers (CSP) and complement other EC thematic programmes, including the European Instrument for Democracy and Human Rights.

According to the multi-annual strategy, in-country interventions should be targeted on countries where; (a) *the* country situation is not conducive to ensuring non state actor and local authority involvement in the development process, including difficult partnerships⁴, unstable situations, conflict, poor governance etc.; (b) specific needs of a significant part of the population are not addressed in the partner country development strategy and population groups are out of reach of mainstream services and resources, and excluded from the policy-making process.

These interventions shall comprise small-scale local development activities in a wide range of sectors and themes, including economic development, health, education, capacity building and institutional support or rural development. The overarching objective shall be the strengthening of civil society and local authorities in partner countries as a pre-condition for a more equitable, open and democratic society

A total of 78 targeted countries where support under this programme is deemed necessary and feasible according to at least one of the above-mentioned criteria were identified.

In establishing the list of targeted countries and amounts allocated to each one of them, attention was paid not only to compliance with the two above-mentioned criteria, but also to the proposed priorities by country, targeted actions and beneficiaries and their added value in relation to geographical and other thematic programmes, as well as to the absorption capacity of non state actors and local authorities in the country and implementation modalities of the programme.

During this exercise, the opinions and views of civil society organisations and other stakeholders at country level concerned were taken into account as far as possible.

⁴ Situations of difficult partnership are defined as those where for one of the following reasons the usual cooperation instruments cannot be fully used to support initiatives undertaken by stakeholders other than central governments: (1) countries where cooperation has been suspended, (2) countries where the authorities are not committed to objectives of poverty reduction and to other basic principles of development policy, including good governance and participation of civil society and decentralized authorities, (3) countries where the dialogue on participatory approaches to development is very limited.

The list of targeted countries and respective country envelopes is presented below under paragraph 3.

Expected results

Considering the nature of the programme, which encompasses a wide range of activities and sectors, and the different priorities and sectors/actors being targeted by the country programmes, the results to be expected from these interventions are very diverse. Those results could consist, among others, in: (i) increased capacity of non state actors and local authorities to strengthen their participation in poverty reduction and sustainable development strategies; (ii) changes in government policy and practice towards NSA and local authorities in favour of their involvement in the development process; (iii) better access of the poorest sections of the population to social services and increased participation of those groups in the policy making processes, including particularly marginalized and vulnerable groups ; (iv) increased interaction between state and non-state actors in different contexts, including non state actor involvement in policy dialogue with government and capacity to play an oversight role.

3.3. Implementation scenario and eligibility conditions

Country-based programmes: country approach, with support schemes managed as a general rule at country level by EC Delegations.

European Community support to the above-mentioned actions will, as a rule, take the form of grants. Awarding of grants under this component of the programme will comply with the standard procedure of calls for proposals. Considering the high number of proposals expected, the system of restricted calls for proposals (concept notes + complete proposals) will, in principle, be used.

As stated above, and in line with the principles of subsidiarity and complementarity as defined in the DCI Regulation (article 11), each country call for proposals will define the respective country priorities and eligible applicants. These will be either Non State Actors or Local Authorities, or both. If both types of actors are eligible, a specific financial envelope will be foreseen for each of them. If the country programme targets one type of actor (Non State Actors and/or Local Authorities), eligibility of both European and local organisations shall normally be mandatory. Any exclusion of an actor on the grounds of its European or local origin should be duly justified by the Delegation and endorsed by Headquarters. This does not prevent EC Delegations from giving priority to certain types of actors but, in such cases, the guidelines for the call will have to specify how this priority will be implemented.

Exceptionally, for those targeted countries where there is no possibility of publishing a local call, grants for in-country interventions will be awarded via call(s) for proposals to be launched and managed by EC headquarters in Brussels. In such cases, the call for proposals will clearly indicate each financial envelope by country.

All calls for proposals will also be published on the EuropeAid central website.

Grants awarded following a local call for proposals are managed entirely by EC Delegations.

Eligibility in conformity with Article 14 of Regulation (EC) N° 1905/2006: All types of non profit making non-state actors and local authorities whose headquarters are in a Member State of the European Union or in one of the countries included in the list of targeted countries where the action is taking place are in principle eligible. In addition, all non state actors must be officially registered as such, according to the legislation in force in their

respective country and must be able to demonstrate to have regularly carried out activities in the field of development of the kind covered by this programme during at least the last three years. As far as partner countries organisations are concerned such requirement can be reduced to two years. When duly justified, the requirement for official registration could be waived.

For the purposes of this programme, associations of local authorities are eligible under the local authorities' envelope.

All actions should be based on an initiative of local partners and should ensure their involvement during all the stages of the action implementation. Non-state actors or local authorities originating from the European Community which propose an action must demonstrate an established and effective partnership with local organisations in the partner countries where the actions are taking place.

Geographical focus:

The list of 78 targeted countries and respective allocations per budget line foreseen for **2008** is provided hereafter.

African, Caribbean and Pacific countries

	Criteria (1)	Criteria (2)	BL 21.03.01	BL 21.03.02	TOTAL
Angola	✓	✓	2.500.000 €		2.500.000 €
Cameroun		✓	2.000.000 €		2.000.000 €
Cape Vert		✓	650.000 €	200.000 €	850.000 €
Chad	✓	✓	1.250.000 €	250.000 €	1.500.000 €
Congo Brazzaville	✓	✓	1.000.000 €		1.000.000 €
Cuba	✓	✓	300.000 €		300.000 €
Djibouti		✓	300.000 €		300.000 €
DRC	✓	✓	1.250.000 €		1.250.000 €
East Timor (*)		✓	1.500.000 €		1.500.000 €
Equatorial Guinea	✓	✓	200.000 €		200.000 €
Eritrea	✓	✓	250.000 €		250.000 €
Guinea Bissau	✓	✓	2.500.000 €		2.500.000 €
Guinea Conakry	✓	✓	1.000.000 €		1.000.000 €

Guyana		✓	700.000 €	300.000 €	1.000.000 €
Haiti	✓	✓	2.750.000 €	750.000 €	3.500.000 €
Ivory Coast	✓		2.000.000 €		2.000.000 €
Kenya	✓	✓	3.500.000 €		3.500.000 €
Liberia (*)	✓	✓	2.000.000 €		2.000.000 €
Madagascar	✓	✓	1.500.000 €		1.500.000 €
Mauritania	✓	✓	1.500.000 €	500.000 €	2.000.000 €
Mozambique		✓	2.500.000 €	500.000 €	3.000.000 €
PNG	✓	✓	1.000.000 €		1.000.000 €
RCA	✓	✓	2.150.000 €	350.000 €	2.500.000 €
Rwanda	✓	✓	1.800.000 €	200.000 €	2.000.000 €
Samoa		✓	250.000 €		250.000 €
Sierra Leone	✓	✓	2.550.000 €	450.000 €	3.000.000 €
Solomon Islands		✓	450.000 €		450.000 €
Somalia	✓	✓	2.500.000 €		2.500.000 €
Sudan	✓	✓	3.500.000 €		3.500.000 €
Swaziland (*)		✓	750.000 €		750.000 €
Togo	✓	✓	450.000 €	150.000 €	600.000 €
Uganda	✓	✓	2.500.000 €		2.500.000 €
Vanuatu		✓	250.000 €		250.000 €
Zambia		✓	2.250.000 €	750.000 €	3.000.000 €
Zimbabwe	✓	✓	1.700.000 €	300.000 €	2.000.000 €
TOTAL			53.250.000 €	4.700.000 €	57.950.000 €

Central and South America countries

	Criteria	Criteria	BL 21.03.01	BL 21.03.02	TOTAL
--	-----------------	-----------------	--------------------	--------------------	--------------

	(1)	(2)			
Argentina		✓	700.000 €	300.000 €	1.000.000 €
Bolivia		✓	2.500.000 €	500.000 €	3.000.000 €
Brazil		✓	4.000.000 €		4.000.000 €
Chile		✓	800.000 €	200.000 €	1.000.000 €
Colombia	✓	✓	2.050.000 €	450.000 €	2.500.000 €
Ecuador		✓	2.000.000 €		2.000.000 €
El Salvador		✓	1.700.000 €	300.000 €	2.000.000 €
Guatemala		✓	2.000.000 €		2.000.000 €
Honduras		✓	680.000 €	120.000 €	800.000 €
Nicaragua	✓	✓	2.500.000 €	500.000 €	3.000.000 €
Paraguay	✓	✓	600.000 €	150.000 €	750.000 €
Peru		✓	1.750.000 €	250.000 €	2.000.000 €
Uruguay		✓	450.000 €		450.000 €
Venezuela	✓	✓	2.000.000 €	250.000 €	2.250.000 €
TOTAL			23.730.000 €	3.020.000 €	26.750.000 €

Asia countries

	Criteria (1)	Criteria (2)	BL 21.03.01	BL 21.03.02	TOTAL
Afghanistan (*)	✓	✓	2.000.000€		2.000.000€
Bangladesh		✓	4.000.000€		4.000.000€
Burma/ Myanmar	✓	✓	2.500.000€		2.500.000€
Cambodia	✓	✓	2.000.000€	2.000.000 €	4.000.000€
China (*)	✓	✓	2.500.000€		2.500.000€
India		✓	4.000.000€		4.000.000€
Indonesia		✓	850.000€	150.000€	1.000.000€

Iran (*)	✓	✓	1.500.000€		1.500.000€
Kazakhstan	✓	✓	450.000€	300.000€	750.000€
Kyrgyzstan	✓	✓	750.000€		750.000€
Laos	✓	✓	2.050.000€	450.000€	2.500.000€
Mongolia (*)		✓	1.000.000€		1.000.000€
Nepal	✓	✓	2.000.000€		2.000.000€
North Korea(*)	✓	✓	500.000€		500.000€
Pakistan		✓	1.700.000€	300.000€	2.000.000€
Philippines		✓	2.500.000€	500.000€	3.000.000€
Sri Lanka	✓	✓	1.000.000€		1.000.000€
Tajikistan	✓	✓	750.000€		750.000€
Thailand	✓	✓	3.000.000€	1.000.000€	4.000.000€
Vietnam	✓	✓	1.200.000€	300.000€	1.500.000€
Yemen		✓	1.050.000€	450.000€	1.500.000€
TOTAL			37.300.000 €	5.450.000 €	42.750.000 €

Eastern Europe, Mediterranean and Middle East (ENPI)

	Criteria (1)	Criteria (2)	BL 21.03.01	BL 21.03.02	TOTAL
Armenia		✓	500.000€	300.000€	800.000€
Azerbaijan (*)		✓	750.000€	250.000€	1.000.000€
Belarus	✓	✓	750.000€	250.000€	1.000.000€
Georgia	✓	✓	500.000€	150.000 €	650.000 €
Morocco		✓	850.000 €	150.000 €	1.000.000 €
Syria	✓	✓	250.000€		250.000€
Tunisia	✓	✓	450.000 €		450.000 €
West Bank and Gaza Strip	✓	✓	2.400.000€		2.400.000€

TOTAL			6.450.000 €	1.100.000 €	7.550.000 €
--------------	--	--	--------------------	--------------------	--------------------

Criteria as spelled out in the multi-annual strategy document:

- (1) Country situations not conducive to ensuring non state actors and local authorities involvement in the development process, including difficult partnerships⁵, unstable situations, conflict, poor governance etc.
- (2) Country where specific needs of parts of the population are not addressed in its development strategy and groups are out of reach of mainstream services and resources, excluded from the policy-making process

(*) Countries whose respective in-country programme may have to be managed by EC headquarters

3.4. Essential selection and award criteria

The essential selection and award criteria for the award of grants are laid down in the Financial Regulation and its Implementing Modalities, as well as the Practical Guide to Contract Procedures for EC external actions.

The maximum possible rate of EC co-financing of the action total eligible costs for actions to be funded under this component of objective 1 are the following:

- Partner countries Non State Actors: maximum 90 %
- Partner countries Local Authorities: maximum 90 %
- European Non State Actors maximum 75 %
- European Local Authorities: maximum 75 %

Grants awarded under this component of the programme must fall between a minimum of € 20.000 and a maximum of 1.000.000€. Under their respective calls for proposals each Delegation may determine the minimum and maximum amounts of grants, provided these amounts stay within the abovementioned limits.

The initial foreseen duration of an action may not be lower than 12 months nor exceed 60 months. Under their respective calls for proposals each Delegation may determine the minimum and maximum durations, provided these stay within the above-mentioned limits.

Microfinance activities

As regards microfinance activities, additional conditions will be applied in order to ensure more professional and sustainable delivery of microfinance interventions. Details of these conditions will be contained in the guidelines for calls for proposals: they aim at achieving professionalization and sustainability through introduction of minimum requirements as regards the applicant's expertise (i.e. the capacity to provide financial services according to agreed international standards of good practice) and experience (track record in the microfinance field), application of selection criteria on the type and design of the actions, and inclusion of performance measuring and monitoring system concerning the actions.

⁵ Situations of difficult partnership are defined as those where for one of the following reasons the usual cooperation instruments cannot be fully used to support initiatives undertaken by stakeholders other than central governments: (1) countries where cooperation has been suspended, (2) countries where the authorities are not committed to objectives of poverty reduction and to other basic principles of development policy, including good governance and participation of civil society and decentralized authorities, (3) countries where the dialogue on participatory approaches to development is very limited.

3.5. Schedule of implementation

Calls for proposals are expected to be published towards the end of 2008/January 2009.

3.6. Indicative amount

The indicative financial envelope for 2008 for this component of the thematic programme amounts to 135.000.000 €.

Subject to the approval of the 2009 final budget by the Budgetary Authority and confirmation in the 2009 AAP of the above-mentioned possibility of combining two budget years in a single call for proposals, the indicative envelopes that would in principle be allocated to this action from the 2009 budget amount to a total of approximately € 136 million, of which € 121,5 million under budget line 21 03 01 "Non State Actors in Development" and € 14,5 million under 21 03 02 "Local Authorities in Development". The country allocations from 2009 budget will in principle be approximately the same as from 2008 budget.

4. SUPPORT MEASURES

Applicants will be invited to foresee systematically evaluations under each project's budget. A general mid-term evaluation of the whole thematic programme is foreseen for 2009. Monitoring and follow up missions by the operational staff or external consultants of the Commission will be conducted regularly. Close information links will therefore need to be maintained between EuropeAid headquarters and Commission Delegations.

EC Delegations will be able to spend up to 3% of the respective annual operational country allocation for support measures accompanying the implementation of this component of objective 1 of the thematic programme. Those accompanying support measures must cover activities which are of direct benefit to the organisations/partners targeted by the country programme, such as training seminars and workshops, information sessions or special events to publicise the programme. Support measures do not cover activities or expenditure aimed at helping the delegation to manage the programme, such as technical assistance for the evaluation of proposals or follow-up of the programme.

Such support measures must be implemented in accordance with the European Commission's standard procedures for the implementation of external actions.

ANNEX III TO AAP 2008

ACTION FICHE 2

NON-STATE ACTORS & LOCAL AUTHORITIES IN DEVELOPMENT

OBJECTIVE 1

GLOBAL, MULTI-COUNTRY/REGIONAL INITIATIVES

1. IDENTIFICATION

Title	<ul style="list-style-type: none"> Promotion of an inclusive and empowered society in partner countries to facilitate non-state actor and local authority participation in poverty reduction and sustainable development strategies - Support to initiatives to be carried out in partner countries with a global, multi-country or multi-regional dimension. 		
Total cost	EC contribution: € 31.315.000 (BL 21.03.01) € 12.866.000 (BL 21.03.02) TOTAL € 44.181.000		
Method/Management mode	Project approach - Centralised Call for proposals managed by AIDCO Headquarters - <i>Centralised (direct)</i>		
DAC-code, if applicable	15150	Sector	Strengthening of civil society

9. 2. RATIONALE

This thematic programme aims at supporting initiatives proposed and/or carried out by civil society organisations and local authorities originating from the Community and partner countries in the area of development. **The programme's objective 1 is to support operations aiming at promoting an inclusive and empowered society in partner countries in order to (i) benefit populations out of reach of mainstream services and resources and excluded from policy making processes; (ii) strengthen the capacity of civil society organisations and local authorities in partner countries, with a view to facilitating their participation in defining and implementing poverty reduction and sustainable development strategies; and (iii) facilitate interaction between State and non-State actors in different contexts and support an increased role for local authorities in decentralisation processes.**

This Action Fiche defines the implementation modalities of the Objective 1 global/multi-country interventions, to be managed by AIDCO EC headquarters.

10. 3. DESCRIPTION OF THE IMPLEMENTATION SCENARIOS

10.1. 3.1. Basic acts and Financing sources

Regulation (EC) N° 1905/2006 of the European Parliament and of the Council establishing a financing instrument for development cooperation (DCI) (OJ L 378 of

27 December 2006, pp. 41-71), adopted on the 18 December 2006, and in particular its article 14.

10.2. 3.2. Objectives of the programme, fields of intervention/priorities of the year, expected results

3.2.1. According to the programme's multi-annual Strategy Paper 2007-2010, under Objective 1 a substantial part of the programme's financial resources will be allocated to support multi-country and/or multi-regional interventions, networking and coordination activities ensured more efficiently through the thematic programme than through geographic programmes.

Priority will be given to global, multi-country actions with a multi-actor approach comprising activities aiming at: (i) improving the capacity of non-state actors and local authorities from those partner countries to engage in local, national and international decision making processes; (ii) improving international linkages and networking between non-state actors and local authorities from the European Community and from the partner countries; (iii) providing innovative service delivery and service delivery in difficult/out of reach environments; (iv) strengthening strategic partnerships, networks and cooperation between non-state actors and local authorities from the partner countries; (v) facilitating interaction between state and non-state actors in different contexts and support an increased role for local authorities in decentralisation processes.

Considering that there is a clear need to strengthen the capacity of local organisations in developing countries, inform citizens about their rights, increase their capacity to understand government policies and their implications on poverty and inequality, as well as the internal and international context in which decisions affecting their daily life are being taken, all actions to be supported under this component of the programme must include an element of capacity building.

All actions should be based on an initiative of local partners and should ensure their involvement during all the stages of the action implementation. Actions proposed by non-state actors or local authorities originating from the European Union must demonstrate to have an established and effective partnership with local organisations in the partner countries where the actions are taking place.

Geographical focus

Actions supported under this component of the programme must take place in at least 2 countries eligible to this programme according to the DCI Regulation, including those defined as targeted countries under the first component of objective 1. Priority will be given to actions targeting Least Developed Countries, in particular those not included in the list of targeted countries for in-country interventions (see Action Fiche 1).

An indicative financial envelope of € 44.181.000, to be financed by budget lines 21 03 01 "Non State Actors in Development" and 21 03 02 "Local Authorities in Development" for an amount respectively of € 31.315.000 and € 12.866.000, is reserved for this component of the thematic programme. Budget line 21 03 01 will

finance actions submitted by non-state actors, while budget line 21 03 02 will finance actions submitted by local authorities

Expected results

Considering the nature of the programme, which encompasses a wide range of activities and sectors, and the different priorities and sectors/actors targeted, the results to be expected from these interventions are very diverse.

As regards global/multi-country interventions, those results could consist, among others, in an increased number of trans-national exchanges, confidence building, networking and coordination activities between Non State Actors and Local Authorities (North-South or South-South), an increase in local civil society and local authorities' support for and involvement in global and regional development processes and dialogues and/or dissemination of best practices at global or regional level and replication at national or local level. Initiatives and projects with a supranational dimension may lead to an added value vis-à-vis the country programmes and to increased support of local populations and their involvement in regional integration processes.

10.3. 3.3. Implementation scenario and eligibility conditions

European Community support to the above-mentioned actions will, as a rule, take the form of grants.

Awarding of grants under this component of the programme will comply with the standard procedure of calls for proposals. In principle two separate calls for proposals, open respectively to non-state actors and local authorities, will be published by EC Headquarters in Brussels. Considering the high number of proposals expected, the system of restricted calls for proposals (concept notes + complete proposals) will in principle be used. In this call for proposals, a specific financial envelope will be foreseen respectively for non-state actors and local authorities.

Grants awarded following the global calls for proposals are selected by the Commission Headquarters, in cooperation with EC Delegations, and are managed either by EC headquarters or, whenever possible, by EC Delegations.

Eligibility in conformity with Article 14 of Regulation (EC) N° 1905/2006: All types of non profit making non-state actors and local authorities whose headquarters are in a Member State of the European Union or in one of the countries where the action is taking place are eligible. In addition, all non state actors must be officially registered as such, according to the legislation in force in their respective country for at least five years at the time of the submission of an application and must be able to demonstrate to have regularly carried out activities in the field of development of the kind covered by this programme during that period.

For the purposes of this programme, associations of local authorities are eligible under the local authorities' envelope.

Actions proposed by non-state actors or local authorities originating from the European Union must demonstrate to have an established and effective partnership with local organisations in the partner countries where the actions are taking place.

These local partners should be involved during all stages of the implementation of the action.

10.4. 3.4. Essential selection and award criteria

The essential selection and award criteria for the award of grants are laid down in the Financial Regulation and its Implementing Modalities, as well as the Practical Guide to Contract Procedures for EC external actions.

The maximum possible rate of EC co-financing for actions to be funded under this component of objective 1 of the new thematic programme "Non-State Actors and Local Authorities in Development" is 75% of the action total eligible costs for European Non State Actors and Local Authorities and 90% of the action total eligible costs for partner countries Non State Actors and Local Authorities.

Grants awarded must fall between € 500,000 and € 4,000,000.

The initial planned duration of an action may not be lower than 24 months nor exceed 60 months.

Microfinance activities

As regards microfinance activities, additional conditions will be applied in order to ensure professional and sustainable delivery of microfinance interventions. Details of these conditions will be contained in the guidelines for calls for proposals: they aim at achieving professionalization and sustainability through introduction of minimum requirements as regards the applicant's expertise (i.e. the capacity to provide financial services according to agreed international standards of good practice) and experience (track record in the microfinance field), application of selection criteria on the type and design of the actions, and inclusion of performance measuring and monitoring system concerning the actions.

10.5. 3.5. Schedule of implementation

Publication of calls for proposals is expected for towards the end of 2008/January 2009.

10.6. 3.6. Indicative amount

The indicative financial envelope for 2008 for this component of the thematic programme is of 44.181.000€.

Subject to the approval of the 2009 final budget by the Budgetary Authority and confirmation in the 2009 AAP of the above-mentioned possibility of combining two budget years in a single call for proposals, the indicative envelopes that would in principle be allocated to this action from the 2009 budget amount to a total of approximately € 47,5 million, of which € 34,5 million under budget line 21 03 01 "Non State Actors in Development" and € 13 million under 21 03 02 "Local Authorities in Development".

11. 4. SUPPORT MEASURES

Applicants will be invited to foresee systematically evaluations under each project's budget. A general mid-term evaluation of the whole thematic programme is foreseen for 2009. Training, monitoring and follow up missions by the operational staff or external consultants of the Commission will be conducted regularly. Close

information links will therefore need to be maintained between EuropeAid headquarters and Commission Delegations.

Such support measures must be implemented in accordance with the European Commission's standard procedures for the implementation of external actions.

ANNEX IV TO AAP 2008

ACTION FICHE 3

NON-STATE ACTORS & LOCAL AUTHORITIES IN DEVELOPMENT

OBJECTIVE 2

ED (DEVELOPMENT EDUCATION)

5. IDENTIFICATION

Title	Raise public awareness of development issues and promote education for development in the EU and acceding countries to anchor development policy in European societies, to mobilise greater public support for action against poverty and fairer relations between developed and developing countries, and to change attitudes to the issues and difficulties facing developing countries and their peoples.		
Total cost	EC contribution: € 25.000.000 (BL 21.03.01) € 4.000.000 (BL 21.03.02) TOTAL €29.000.000		
Method/Management mode	Project approach - Centralised Call for proposals managed by AIDCO Headquarters - <i>Centralised (direct)</i>		
DAC-code, if applicable	99820	Sector	Promotion of development awareness

6. RATIONALE

This thematic programme aims at supporting initiatives proposed and/or carried out by civil society organisations and local authorities originating from the Community and partner countries in the area of development. **The programme's objective 2 is to support actions aiming at raising public awareness of development issues and promote education for development in the EU and acceding countries to anchor development policy in European societies, to mobilise greater public support for action against poverty and fairer relations between developed and developing countries, and to change attitudes to the issues and difficulties facing developing countries and their peoples.**

This Action Fiche defines the implementation modalities of the Objective 2 of the thematic programme to be managed by AIDCO EC headquarters.

7. DESCRIPTION OF THE IMPLEMENTATION SCENARIOS

7.1. Basic acts and Financing sources

Regulation (EC) N° 1905/2006 of the European Parliament and of the Council establishing a financing instrument for development cooperation (DCI) (OJ L 378 of 27 December 2006, pp. 41-71), adopted on the 18 December 2006, and in particular its article 14.

This Action will be financed by budget lines 21 03 01 (credits C1) "Non State Actors in Development" and 21 03 02 "Local Authorities in Development", for an amount respectively of 25 million EURO and 4 million EURO. Budget line 21 03 01 will finance actions proposed by non-state actors, while budget line 21 03 02 will finance actions proposed by local authorities.

7.2. Objectives of the programme, fields of intervention/priorities of the year, expected results

According to the multi-annual Strategy Paper 2007-2010, and in order to maximise the impact and effectiveness of development education actions, under the thematic programme's objective 2 priority should be given to actions covering the following themes:

- Public support for the MDG agenda, with a particular focus on sub-Saharan Africa;
- Coherence for development, with a particular focus on areas of public interest where common goals with development are important such as migration, trade (including Fair Trade), security, human rights, social dimension of globalisation and decent work, environment, and HIV/AIDS;
- Media and development.

These activities will be supported through formal and/or informal channels supporting education for development. Attention will be paid to ensuring that these interventions are integrated with development and education policies at both national and European levels. Preference will be given to cross-border and multi-actor initiatives. While these actions are carried out in Europe, partners in developing countries should play an active part where appropriate. A portion of 20% of the funds available for this objective of the programme will be allocated preferably to awareness raising/development education actions in the twelve new Member States and proposed by organisations originating from these countries.

Those actions consist mainly in campaigns, publications, information events and conferences, workshops or seminars, where development themes are openly discussed. The targeted groups are not only the population in general but also policy makers at international and national level.

All actions should be based on an initiative of an organisation from the country/countries where the action is taking place, and their involvement should be ensured during all stages of implementation.

Geographical focus:

These actions must take place in one or more Member States of the European Union or in acceding countries.

Expected results could be among others, increased public awareness on global interdependencies between the EU and developing countries and support for action against poverty and more equitable North-South relations, changing attitudes and improved public understanding of the issues and difficulties facing developing countries and their peoples, better integration of development issues into formal and non-formal education systems in Member States and acceding countries, better integration of development cooperation objectives in all EU policies with a likely impact on developing countries, and greater mobilisation in new Member States and

acceding countries, including through networking, campaign work, exchange of experience and best practices.

7.3. Implementation scenario and eligibility conditions

European Community support to the above-mentioned actions will, as a rule, take the form of grants.

Awarding of grants under this component of the programme will comply with the standard procedure of calls for proposals. A single call for proposals, open both to non-state actors and local authorities, will be published by AIDCO headquarters in Brussels. Considering the high number of proposals expected EuropeAid plans in principle to publish a restricted call for proposals (concept notes + complete proposals). In this call for proposals a specific financial envelope will be foreseen respectively for non-state actors and local authorities.

Eligibility in conformity with Article 14 of Regulation (EC) N° 1905/2006: For this component of the programme all types of non profit making non-state actors and local authorities whose headquarters are in a Member State of the European Union or in an acceding country are eligible. Besides, to have access to funding under this component of the thematic programme, all non state actors must be officially registered as such, according to the legislation in force in their respective country. They must have been registered for at least three years at the time of the submission of an application and they must be able to demonstrate to have regularly carried out activities in the field of development of the kind covered by this programme during that period. As far as organisations from the twelve new member States are concerned this legal existence requirement can be reduced to two years.

For the purposes of this programme, associations of local authorities are eligible under the local authorities' envelope.

7.4. Essential selection and award criteria

The essential selection and award criteria for the award of grants are laid down in the Financial Regulation and its Implementing Modalities, as well as the Practical Guide to Contract Procedures for EC external actions.

As a general rule, the maximum possible rate of EC co-financing for actions to be funded under this objective 2 of the programme is 75% of the action total eligible costs.

Grants awarded must fall between € 100,000 and € 1,000,000.

Exceptionally, and exclusively for actions proposed by organisations from the 12 New Member States, the rate of EC co-financing can correspond to 90% of the action total eligible costs and the grant awarded can be as low as € 25,000.

The initial foreseen duration of an action may not be lower than 12 months nor exceed 36 months.

7.5. Schedule of implementation

Publication of this call for proposals is expected for towards the end of 2008/January 2009.

7.6. Indicative amount

The indicative financial envelope for 2008 for this component of the thematic programme is of € 29 million.

Subject to the approval of the 2009 final budget by the Budgetary Authority and confirmation in the 2009 AAP of the above-mentioned possibility of combining two budget years in a single call for proposals, the indicative envelopes that would in principle be allocated to this action from the 2009 budget amount to a total of approximately € 30 million, of which € 26 million under budget line 21 03 01 "Non State Actors in Development" and € 4million under 21 03 02 "Local Authorities in Development".

8. SUPPORT MEASURES

Applicants will be invited to foresee systematically evaluations under each project's budget. A general evaluation of the awareness raising/development education activities has been launched in 2008. This evaluation should be concluded towards September/October 2008 and its conclusions and recommendations will be duly taken into account in the mid-term review of this thematic programme scheduled for 2009. Training, monitoring and follow up missions by the operational staff or external consultants of the Commission will be conducted regularly.

Such support measures must be implemented in accordance with the European Commission's standard procedures for the implementation of external actions.

ANNEX V TO AAP 2008

ACTION FICHE 4

NON-STATE ACTORS & LOCAL AUTHORITIES IN DEVELOPMENT

OBJECTIVE 3

COORDINATION, COOPERATION AND NETWORKING ACTIVITIES

9. IDENTIFICATION

Title	Actions aiming at achieving more efficient cooperation, foster synergies and facilitate a structured dialogue between civil society networks and local authorities associations from the EU and acceding countries, within their organisations and with Community institutions.		
Total cost	EC contribution: € 2.200.000 (BL 21.03.01) € 600.000 (BL 21.03.02) TOTAL €2.800.000		
Method/Management mode	Project approach - Centralised Call for proposals managed by AIDCO Headquarters - <i>Centralised (direct)</i>		
DAC-code, if applicable	15150	Sector	Strengthening of civil society

10. RATIONALE

This thematic programme aims at supporting initiatives proposed and/or carried out by civil society organisations and local authorities originating from the Community and partner countries in the area of development. **The programme's objective 3 is to support actions aiming at achieving more efficient cooperation, foster synergies and facilitate a structured dialogue between civil society networks and local authorities associations from the EU and acceding countries, within their organisations and with Community institutions.**

This Action Fiche defines the implementation modalities of the Objective 3 of the thematic programme to be managed by AIDCO EC headquarters.

11. DESCRIPTION OF THE IMPLEMENTATION SCENARIOS

11.1. Basic acts and Financing sources

Regulation (EC) N° 1905/2006 of the European Parliament and of the Council establishing a financing instrument for development cooperation (DCI) (OJ L 378 of 27 December 2006, pp. 41-71), adopted on the 18 December 2006, and in particular its article 14.

This Action will be financed by budget lines 21 03 01 "Non State Actors in Development" and 21 03 02 "Local Authorities in Development", for an amount respectively of 2.2 million EURO and 0.6 million EURO. Budget line 21 03 01 will

finance actions submitted by non-state actors, while budget line 21 03 02 will finance actions submitted by local authorities.

11.2. Objectives of the programme, fields of intervention/priorities of the year, expected results

According to the multi-annual Strategy Paper 2007-2010, in order to support the development and consolidation of dialogue between North-North stakeholder organisations and between these organisations and Community institutions, priority will be given to: (i) information networks and exchange of best practices within and among their organisations; (ii) dialogue and exchange of best practice between different types of stakeholders, including between non state actors and local authorities; (iii) interaction of such organisations or networks with the EU institutions.

These actions will cover mainly seminars, workshops, training sessions, conferences and other capacity building and networking activities targeting the above-mentioned organisations.

Geographical focus:

These actions must take place in one or more Member States of the European Union or in acceding countries.

Expected results could be among others, strengthening of Non State Actors and Local Authority networks and platforms, including their capacity to build trans-national alliances and to disseminate best practices, increasing number of multi-actor partnerships established and consolidated exchanges between different types of Non State Actors and Local Authorities networks, within their organisations and with Community institutions, strengthening of the capacity of non state actor and local authority platforms in new Member States and acceding countries to play an active role in their countries and at the EU level, including ensuring smooth integration of EU development policies.

11.3. Implementation scenario and eligibility conditions

European Community support to the above-mentioned actions will, as a rule, take form of grants.

Awarding of grants under this component of the programme will comply with the standard procedure of calls for proposals. A single call for proposals, open both to non-state actors and local authorities, will be published by AIDCO headquarters in Brussels. Considering the high number of proposals expected EuropeAid plans in principle to publish a restricted call for proposals (concept notes + complete proposals). In this call for proposals a specific financial envelope will be foreseen respectively for non-state actors and local authorities.

Eligibility in conformity with Article 14 of Regulation (EC) N° 1905/2006: For this component of the programme all types of non profit making non-state actors and local authorities whose headquarters are in a Member State of the European Union or in an acceding country are eligible. Besides, to have access to funding under this component of the thematic programme, all non state actors must be officially registered as such, according to the legislation in force in their respective country. They must have been registered for at least three years at the time of the submission

of an application and they must be able to demonstrate to have regularly carried out activities in the field of development of the kind covered by this programme during that period.

For the purposes of this programme, associations of local authorities are eligible under the local authorities' envelope.

11.4. Essential selection and award criteria

The essential selection and award criteria for the award of grants are laid down in the Financial Regulation and its Implementing Modalities, as well as the Practical Guide to Contract Procedures for EC external actions.

As a general rule, the maximum possible rate of EC co-financing for actions to be funded under this objective 3 of the programme is 75% of the action total eligible costs.

Grants awarded must fall between € 100,000 and € 1,000,000.

Exceptionally, and exclusively for actions proposed by organisations from the 12 New Member States, the rate of EC co-financing can correspond to 90% of the action total eligible costs.

The initial foreseen duration of an action may not be lower than 10 months nor exceed 36 months.

11.5. Schedule of implementation

Publication of this call for proposals is expected for towards the end of 2008/January 2009.

11.6. Indicative amount

The indicative financial envelope for 2008 for this component of the thematic programme amounts to € 2.8 million.

Subject to the approval of the 2009 final budget by the Budgetary Authority and confirmation in the 2009 AAP of the above-mentioned possibility of combining two budget years in a single call for proposals, the indicative envelopes that would in principle be allocated to this action from the 2009 budget amount to a total of approximately € 4 million, of which € 3,4 million under budget line 21 03 01 "Non State Actors in Development" and € 0,6 million under 21 03 02 "Local Authorities in Development".

12. SUPPORT MEASURES

Applicants will be invited to foresee systematically evaluations under each project's budget. A general mid-term evaluation of the whole thematic programme is foreseen for 2009. Training, monitoring and follow up missions by the operational staff or external consultants of the Commission will be conducted regularly.

Such support measures must be implemented in accordance with the European Commission's standard procedures for the implementation of external actions.

ANNEX VI TO AAP 2008

ACTION FICHE 5
NON STATE ACTORS & LOCAL AUTHORITIES IN DEVELOPMENT

DEVELOPMENT EDUCATION / COORDINATION, COOPERATION AND NETWORKING ACTIVITIES

13. IDENTIFICATION

Title	<p><u>Objective 2</u> - Raise public awareness of development issues and promote education for development in the EU and acceding countries to anchor development policy in European societies, to mobilise greater public support for action against poverty and fairer relations between developed and developing countries, and to change attitudes to the issues and difficulties facing developing countries and their peoples.</p> <p><u>Objective 3</u> - Actions aiming at achieving more efficient cooperation, foster synergies and facilitate a structured dialogue between civil society networks and local authorities associations from the EU and acceding countries, within their organisations and with Community institutions.</p>		
Total cost	EC contribution - € 900.000 (BL 21.03.01)		
Method/Management mode	Project approach – <i>Direct centralised management with award of 3 grants / joint management with North South Centre of the Council of Europe for one component</i>		
DAC-code, if applicable	15150	Sector	Strengthening of civil society

14. RATIONALE

This Action Fiche concerns the direct award of 4 grants respectively for three actions proposed by NGO platforms whose activities correspond to objectives 2 and 3 of the programme, as well as for a trust fund to be managed by the North South Centre which aims at supporting actions that also correspond to objectives 2 and 3. **This Annual Action Programme constitutes a financing decision exclusively for action 1 described below, a joint management agreement signed with the North South Centre of the Council of Europe.** The actions proposed by the NGO platforms have or will be approved by the European Commission through an individual financing decision for each one of them (cf. article 22 (1) second sub paragraph, of Regulation (EC) N° 1905/2006 of the European Parliament and of the Council of 18 December 2006 establishing a financing instrument for development cooperation (DCI)⁶), and therefore are presented in this Annual Action Programme for information purposes only.

⁶ OJ L 378, 27.12.2006, pp. 41-71.

14.1. Lessons learnt

The European Community has for a long time, under former NGO Co-financing BL, supported actions aiming at reinforcing the cooperation and coordination between NGOs from the Member States and between NGOs from the Member States and the Community Institutions.

This support has essentially taken the form of an annual operating grant to CONCORD, the European NGO Confederation for Relief and Development, which comprises the national platforms of 19 Member States, 18 networks and families of humanitarian and development NGOs representing more than 1500 European NGOs.

Besides, support has also been provided under this same budget line to NGOs platforms and umbrella organisations from the EU Member States, in particular through grants to projects implemented by those NGO national platforms aiming at, during each Member-State presidency of the EU, both raising the public awareness of development issues in their respective Member States and strengthening the co-operation among national development NGOs, between the government and its national NGOs, as well as with the European Union and European NGOs in general.

14.2. Complementary actions

Complementarities will be sought with other actions implemented in the framework of EU presidencies, as well as other types of support to national or European platforms or umbrella organizations. Besides, complementarities will also be sought with development education actions which take also place in Europe and very often are closely associated with the activities pursued in the 3 actions presented below.

15. DESCRIPTION

15.1. Objectives

According to its multi-annual Strategy Paper 2007-2010 adopted on the 21st June 2007, the priorities for objective 2 and 3 of the programme are the following:

Objective 2: (i) Public support for the MDG agenda, with a particular focus on sub-Saharan Africa; (ii) Coherence for development, with a particular focus on areas of public interest where common goals such as migration, trade, security, human rights, social dimension of globalisation and decent work, environment, and HIV/AIDS in relation with development are important; (iii) Media and development.

These activities will be supported through formal and informal channels promoting education for development. Besides, special attention will be paid to awareness raising and development education in the new member states (EU 12).

Objective 3: (i) Information networks and exchange of best practices within and among their organisations; (ii) Dialogue and exchange of best practice between different types of stakeholders, including between non state actors and local authorities; (iii) Interaction of such organisations or networks with the EU institutions.

The 4 actions presented comply with these priorities. Considering that the nature and structure of the actions proposed correspond to a situation of *de facto* monopoly, within the meaning of the Financial Regulation and its Implementing Rules, those grants are awarded directly. These 3 actions are included in this Annual Action Programme for information purposes only, as they are subject to separate financing decisions.

The actions are the following:

Action 1

Joint management agreement with the North South Centre: **Duration: 36 months / EC maximum contribution: approximately €900,000.00**

This joint management agreement aims at reinforcing the co-operation in the area of Development Education between the European Commission and the European Centre for Global Interdependence and Solidarity (“North-South Centre”) of the Council of Europe, whose headquarters are located in Lisbon.. The NSC has developed along the years a considerable expertise in the area of awareness raising to global and development issues, and the networks/partnerships it has developed in this area could be used and reinforced to the benefit of both parties, in view namely to reach a common pan-European strategy in the area of awareness raising to development issues.

The proposed three-year joint management agreement intends to entrust the North South Centre with the management of a fund aiming at supporting activities identified by non state actors and local authorities aiming at building capacities and developing networking structures and strategies for development education and public awareness, based on good practice, including systems of training, co-ordination and support directed to educational key stakeholders, young people and youth organisations, as well as migrant communities. Its ultimate goal is to continue the process of building critical public awareness of, and support for, international development co-operation, through global development education.

The actions to be supported should focus on the following development issues: sustainable development/North-South relations/human rights, democratic governance and development/ migration and co-development/intercultural dialogue. In geographical terms, the activities should focus on strengthening dialogue in Europe and between Europe and the South (Southern Mediterranean countries and Sub-Saharan countries).

This action's objectives are the following:

- a) to provide and facilitate space for social dialogue, exchange of best practices and identification of common priorities between key stakeholders, such as civil society organisation, local authorities and equivalent actors from the Southern hemisphere, on global/development education to developing common awareness-raising strategies and actions;
- b) to strengthen partnerships and networks - at local, national, cross-boarder and European level - in the field of global/development education and to develop coherent strategic frameworks for global/development education;
- c) to contribute to and develop local and national action plans on global/development education, in particular in new EU member States and to bridge a critical gap between strategic goals, action plan and their practical realisation of CSO and LRA and to support them in introducing new (holistic) programmes, schemes and approaches;
- d) to provide the space for sharing global/development education principles and practices through learning (and e-learning) and to provide inter-regional and global training- prioritising young people, women and marginalised/vulnerable groups and to further integrate development issues and global/development education into formal and non-formal education systems;

e) to strengthen Africa-Europe youth cooperation and policies through youth exchanges and capacity building of youth organisations focusing on the new framework created by the Africa-EU Strategic Partnership, the 2nd EU-Africa Heads of States Summit and the Africa-Europe Youth Summit.

The action main partners are the focal points (NGOs) in 36 European countries coordinating the NSC Global Education Week, the European Youth Forum and other regional youth platforms, governments of the 47 member States of the Council of Europe, Congress of Local and Regional Authority of the Council of Europe, INGO platform of the Council of Europe and the EU Committee of the Regions. Its target groups are civil society organisations in particular in the EU new member states, in the Mediterranean region and sub-Saharan Africa, youth organisations, women's associations, migrant communities, human rights organisations, educational NGOs and practitioners in non-formal education settings.

This cooperation agreement would culminate in 2010 in a Pan-European Conference on Global Development Education, bringing together all the main key stakeholders in the field of global development education, co-organised by the EC and the NSC.

A steering committee composed by appropriate stakeholders' representatives (EC, Members States, NGOs, Local Authorities, etc.) will be set up with the purpose to provide strategic guidance to the fund.

FOR INFORMATION ONLY

ACTION A

Operating grant to CONCORD (European Confederation of Relief and Development Non Governmental Organisation) / Duration: 12 months / EC maximum contribution: €680,760.00 (62% of total cost of CONCORD action plan for 2008)

CONCORD action plan for 2008 has the following objectives:

1. Contribute to a responsible and consistent European development policy in the development world. More specifically, Concord: a) will contribute to ensuring development objectives and principles have a place on the European Union's agenda; b) will ensure European policy is defined in a consistent, transparent and participatory way throughout the decision-making process; c) will directly influence a significant number of policy and institutional changes to the benefit of the most disadvantaged peoples and sections of the population in the world.

2. Promote the role of European development and humanitarian aid NGOs in defining and implementing European development and humanitarian aid policies. More specifically, Concord: a) will be a recognised interlocutor of the European Union, with values and positions which are respected by the leading development and humanitarian aid decision-makers; b) will contribute to the capacity building of its members to make them more effective in their advocacy and political role at national and European level; c) will develop dynamic working methods to enable national networks and platforms to work in synergy, to increase their respective value added and to build their capacity so that they can influence European policies from national level.

The action's expected results are the following:

- Generation of expertise on the European agenda by CONCORD's members.
- Application of dynamics of participatory work between CONCORD's members, in particular at Member State level and their capacity building.
- Preparation of coordinated common positions and strategies on issues of common interest to the Confederation.
- Strengthening institutional and political dialogue with European actors/decision-makers.
- Strengthening partnership with European institutions on development issues.

ACTION B

" L'avenir de l'Europe : pour une Europe solidaire et ouverte sur le monde", / Duration: 12 months / EC maximum contribution: €230,000.00 (71,3% of total project's cost)

This project was submitted for co-financing by the Coordination SUD, the French Development NGO platform. The project has two main objectives: a) to launch a durable citizen and political debate and policy about the future of Europe by reconnecting citizens issues with regards globalisation and European agenda; b) to improve the European development co-operation policies to better contribute to the international objectives to fight against poverty.

The project's expected results are: a) better knowledge of the citizens on the role of the Europe in the world, the European development and co-operation policies and need for coherence between the policies and the development objectives; b) Reinforcement of the links between the French and European civil society actors with the South as regards the European co-operation and development policies.

ACTION C

EC Project of Development NGOs for Czech EU Presidency 2009 / Duration: 12 months / EC maximum contribution: €240,000.00 (90% of total project's cost).

This project was submitted for co-financing by FORS, the Czech Development NGO platform. The project aims to contribute towards effective EU development cooperation, to engage civil society organisations in implementation of effective aid and to mobilise public and political support towards fulfilment of national and EU commitments for effective aid.

15.2. Stakeholders

Target Beneficiaries are mainly Non State Actors but also Local Authorities from the EU and acceding countries.

15.3. Crosscutting Issues

Crosscutting issues like democracy and human rights, gender, child protection, empowerment and support to disabled persons, age related issues, environment, and climate change are always well covered under this type of activities.

16. IMPLEMENTATION ISSUES

16.1. Implementation method

a) As mentioned above, 3 grants will be directly awarded within the framework of Article 168.1.c of the Implementing Rules 110 FR, as the relevant Authorising Officer has taken into consideration the situation of the facto monopoly of the concerned organisations;

b) For the component to be implemented by the North South Centre of the Council of Europe, the relevant Authorising Officer has considered, on the basis of the results of the "4 pillars" audit undertaken by DG AIDCO, that the requirements of Article 53 (d) FR are met by this international organisation. Therefore, Joint Management can be proposed for the implementation mode of this component.

16.2. Procurement and grant award procedures

These actions are implemented in accordance with the procedures and standard documents laid down and published by the Commission for the implementation of external operations, in force at the time of the launch of the procedure in question.

16.3. Budget

An amount of € 900.000 is allocated to the joint management agreement with the North South Centre of the Council of Europe. The remaining three projects which are subject to individual financing decisions amount to a total of € 1.300.000. The total amount available to fund these 4 actions under budget line 21 03 01 budget for 2008 amounts therefore to € 2.200.000.

4.4. Performance monitoring

The actions will be monitored according to standard procedures. Project monitoring and evaluation will be based on periodic assessment of progress on delivery of specified project results and towards achievement of project objectives.

4.5. Evaluation and audit

Evaluations and audits will respect standard procedures.

4.6. Communication and visibility

Visibility of EU funded actions will be ensured according to the EU Visibility Guidelines.